

DEBAT DE POLITIQUE DEPARTEMENTALE

Intervention du groupe Communiste et Républicain, du Front de Gauche

Face à la Macronite,

dans quel sens marche notre Conseil départemental ?

Particulièrement préoccupé, au moment où mon camarade Alban Bruneau et moi-même rejoignons cet hémicycle, par le cap politique fixé et les premières mesures prises par le Président Macron et sa majorité, nous souhaiterions ce matin vérifier au cours de ce débat, dans quel sens marche notre Département.

Ayant pris connaissance cet été de la composition de notre assemblée et n'ayant pas noté, pour l'heure en tout cas, la présence d'un groupe politique se réclamant de la pensée complexe du Président de la République, cet exercice ne devrait pas être bien compliqué...

Mais, par prudence, permettez-moi chers collègues de m'en assurer.

Ainsi, nous voudrions savoir si notre collectivité est prête à résister aux nouvelles attaques massives qui se profilent contre le financement des collectivités et la diminution du nombre de fonctionnaires.

Donc, soyons clair, la suppression ou la privatisation voulue par le gouvernement de services utiles aux gens.

300.000 Millions de dotations, pourtant notifiées aux collectivités, ont été rayés d'un trait de plume cet été et 13 Milliards de baisse sont annoncés à partir de 2019.

Puisque pour une première, nous faisons tous ici, a priori, parti de l'opposition nationale, fusse-t-elle qualifiée de constructive par certains d'entre vous, les planètes semblent donc bien alignées contre la menace de Jupiter pour que nous nous opposions, tous ensemble, à ce cataclysme promis à nos moyens.

Savoir aussi, si nous sommes tous prêts ici à soutenir comme il se doit nos services publics de proximité et nous opposer aux logiques de rationnement, de concentration, de regroupements, donc à l'éloignement du lien direct, de la relation avec les usagers et des centres de décisions...

Savoir si nous nous opposons avec toute la fermeté et la mobilisation qui s'imposent, à la fin annoncée des contrats aidés dont on connaît l'importance pour les collectivités locales, pour nos écoles et nos collèges, comme pour les associations.

Savoir si nous refusons, tous ensemble, de cautionner la volonté du Président de faire supporter aux bailleurs la baisse qu'il a lui-même décidé autoritairement des APL, pour tenter d'apaiser la catastrophique réaction qu'a suscitée cette mesure totalement aberrante.

Habitat 76 va-t-il annoncer prochainement une baisse des loyers de 5 Euros ?

Savoir également si la conception des solidarités que nous défendons ici consiste bien à répartir les richesses, fiscales en l'occurrence pour ce qui nous concerne, au profit des plus démunis et non des plus aisés...

Savoir enfin si le retour dogmatique à un prétendu équilibre des comptes publics, à un désendettement acharné, frénétique même, justifie de faire supporter sur les générations actuelles qui subissent déjà tout le poids de la crise, des investissements utiles qui serviront à plusieurs générations.

Ces questions vous paraîtront peut être candides et je m'en excuse au passage.

Et puis, considérant que la Gauche comme la Droite ne sont pas prêts de disparaître, contrairement à l'illusion que certains peuvent créer pour arriver à leurs fins, je vous invite ici à un peu de clarté dans une période où la plus grande confusion règne.

Tenez par exemple, l'année même où les dividendes versés atteignent le montant historique de 1.208 milliards de dollars dans le monde, notre pays étant sur le podium avec un accroissement sans précédent des rémunérations financières, on vient nous dire que les caisses sont vides et que la grande majorité des gens doit consentir de nouveaux efforts.

Au point de raboter les aides au logement, de livrer les salariés à la pressurisation à outrance, de supprimer les contrats aidés, de poursuivre l'asphyxie des collectivités ou de vendre les bijoux de famille en bradant la participation de l'Etat dans de grands groupes industriels.

Je ne comprends pas. C'est trop complexe comme cheminement...

Par contre ce que j'ai bien compris, c'est que pendant que l'argent public est rançonné, voire détourné pour alimenter privilèges et profits, que l'impôt n'a jamais été aussi injuste, les richesses elles continuent d'être captées par une petite minorité.

Tout va très bien monsieur le Marquis dans le meilleur des mondes, sauf que ce monde là se résume à un petit cercle restreint.

Ces richesses sont pourtant produites par toutes celles et tous ceux qui concourent par leur travail à la vitalité de la 6^e puissance économique mondiale qui au passage est en train de revenir dans le top 5 des pays les plus riches du monde.

Cette marche forcée vers l'accroissement des inégalités et des injustices passe-t-elle ou est-elle freinée, voire bloquée, en Seine-Maritime par la mise en œuvre des politiques publiques conçues par notre collectivité ?

Des voix m'ont dit qu'au contraire, elle serait accompagnée, encouragée ici.

Par la suppression des bourses aux collégiens issues des familles les plus modestes quand ce n'est pas carrément la fermeture de collèges, par des regroupements d'unités territoriales en charge de l'action sociale, par des fermetures de casernes de sapeur-pompiers ou encore par une boulimique envie de désendettement nous privant du niveau d'investissements indispensable à l'aménagement de notre Département et à ses services publics.

Je ne peux pas y croire ! Ne me dites pas que vous faisiez déjà du Macron sans le savoir ? Ou alors dites moi que vous ne le ferez plus... Que vous avez compris...

Car les sujets ne vont pas manquer... Ainsi, nous entendons des velléités de regroupement des centres hospitaliers, des tribunaux de proximité et même de nos grands ports maritimes du Havre et de Rouen. Un peu comme si la population se réduisait ou si les besoins des gens devenaient moins flagrants.

Notre Département, en première ligne de nombreux services publics utiles et attendus par nos concitoyens, des concitoyens qui jusqu'à preuve du contraire dans leur immense majorité n'ont pas vu leur situation salariale, sociale ou fiscale s'améliorer depuis bien longtemps, notre Département se doit de mettre tout en œuvre pour garantir l'existence de services publics de qualité et de proximité, les deux allant de paire.

J'espère que le débat qui suivra nous permettra d'y voir un peu plus clair, non pas sur ce qu'il convient selon nous de faire, ça nous en avons déjà plus qu'une petite idée, mais plutôt sur la manière dont nous pouvons compter sur les uns et sur les autres ici pour avancer dans le sens d'une vie meilleure pour la grande majorité des seinomarins.

Car pour avancer, pour marcher dans le bon sens, c'est bien connu, encore faut-il qu'il y ait de la clarté.

Or, on ne peut pas casser les protections pour vouloir mieux protéger.

Concentrer les services et les éloigner pour être plus proche des gens.

Favoriser les privilèges pour mieux répartir les richesses.